



## CDEN 24 AVRIL 2014 DÉCLARATION DE LA FSU11

Lors du CDEN du 20 décembre, nous avons démontré que les dotations budgétaires attribuées à notre département étaient loin de répondre aux besoins réels des écoles. Cela nous avait valu une réponse d'anthologie d'un conseiller départemental : évoquant plusieurs milliers de postes qui devaient arriver pour la Noël et la réforme des rythmes comme potion miracle à tous les maux, assimilant au passage la FSU « à la période stalinienne » et nous accusant même de faire le lit de la droite et de l'extrême droite.

Aujourd'hui, la réforme des rythmes est toujours aussi contestée et contestable et ne règle rien ; les postes d'enseignants ne sont pas tombés du ciel et la réalité d'une carte scolaire très difficile saute aux yeux de tous. Quant à faire le lit de la réaction nauséabonde d'inspiration stalinienne ou d'extrême droite, le gouvernement s'en charge bien tout seul en poursuivant les politiques d'austérité en dépit de leur inefficacité économique et de leurs conséquences sur les populations. Ainsi les inégalités et les précarités gagnent du terrain ; les zones de relégation sociale se multiplient et que ce soit dans les quartiers populaires dans les centres délaissés de nos villes de Narbonne, Carcassonne et d'autres encore ou dans des zones rurales ou semi rurales comme le Minervois (durement touché par la carte scolaire), les citoyens se sentent abandonnés. Malheureusement, comme s'il n'avait pas pris la mesure du rejet de cette politique avec le résultat des élections municipales, le nouveau Premier Ministre, avec le Pacte de responsabilité et de Solidarité, vient de détailler un plan d'austérité de 50 milliards d'euros, l'un des plus violents que la France ait connus depuis la Libération.

Qui peut croire que le seul effort des fonctionnaires, comme de l'ensemble des salariés, et maintenant des retraités, va combler un déficit alors que cela fait des années qu'ils payent déjà -sans résultat- pour enrayer une crise dont les causes sont liées d'abord à la financiarisation de l'économie ? En outre, les populations les plus précaires vont voir les prestations sociales nécessaires à leur survie limitées et les services publics garantissant leurs conditions d'existence affaiblis. C'est bien le modèle social qui est attaqué. Dans ces circonstances, la remise en cause des 60 000 postes destinés à l'Éducation Nationale, malgré la promesse du Premier Ministre, est de fait posée et la priorité au primaire risque probablement de ne rester qu'une promesse. Pour toutes ces raisons la FSU dans une large intersyndicale appelle à la journée de mobilisation dans la fonction publique le 15 mai prochain,

C'est dans ce contexte que se déroulent les opérations de carte scolaire et l'on s'aperçoit déjà, particulièrement dans notre académie, de l'insuffisance des dotations après les suppressions massives du gouvernement précédent et face à la hausse démographique actuelle. **C'est le cas, dans le premier degré** qui, de 2008 à la rentrée 2014, a vu le nombre de postes, dans les écoles de notre académie, stagner de 12 128 postes à 12 127 (soit un poste de moins en 6 ans) alors que, dans le même temps, l'académie a dû faire face à 10 500 élèves supplémentaires : soit un manque de 455 postes. C'est aussi le cas, de façon particulièrement sensible pour notre département de l'Aude qui, dans la même période, a perdu 27 postes et a dû faire face à une augmentation de 828 élèves. De fait, rentrée après rentrée, pour notre département, se dégradent chaque fois davantage la scolarisation des élèves et les conditions de travail des enseignants.

La rentrée 2014 ne dérogera pas à cette tendance puisque la dotation ministérielle de 7 postes est déjà amputée de 5 postes gagés à la rentrée 2013 ; de plus, rien n'est encore prévu pour mettre en application les nouvelles dispositions relatives à la décharge des 192 écoles de 1 à 3 classes de notre département (54 % des écoles)... Autant dire que la dotation de 7 postes est déjà largement dépensée avant même d'envisager de faire face à l'augmentation prévue de 215 élèves minimum à la rentrée 2014.

Le constat est sans appel : sur les 355 écoles de l'Aude, près de la moitié auront des moyennes égales ou supérieures à 25 élèves par classe, dont 28 seront égales ou supérieures à 27 élèves par classe. Autant dire que les spécificités de notre département -forte ruralité et niveau social très faible- ne seront prises en compte que très marginalement. Cela continuera de dégrader encore davantage le taux d'encadrement et la qualité des conditions de travail. À croire que l'Aude est mise au ban de la « priorité au primaire » ou de la « refondation de l'école ».

Même si les mesures présentées reconnaissent la scolarisation des 2 ans en ZRR, même si elles tentent de respecter l'équité entre les écoles, nous sentons bien toutes les limites de l'exercice. Et bien des secteurs restent sans évolution : le remplacement, la relance des RASED, la formation, l'éducation prioritaire, ... Avec la hausse démographique des effectifs et le poids des fermetures passées, la gestion comptable tourne à vide et la nécessité de fermer des postes ici pour en ouvrir là instaure un « mouvement de yo-yo » qui, pour quelques élèves en plus ou en moins, fait passer de façon mécanique les écoles à +1 ou -1 poste (pour plusieurs écoles d'une année sur la suivante) ; ce n'est pas en changeant ainsi en permanence la structure des écoles que l'on peut assurer sur le long terme des projets visant à améliorer la scolarisation et la réussite de tous les élèves.

Si l'on y regarde de près, ce n'était pas 7 postes dont nous avons besoin mais un plan urgent de rattrapage d'au moins 120 postes (83 postes pour les effectifs, 27 pour les rased, 7 pour les TR et 3 pour l'animation soutien, sans compter le financement des nouveaux dispositifs, l'amélioration des décharges des petites écoles, la formation...).

**A bien des égards la préparation de la rentrée 2014 dans les collèges** se présente avec les mêmes difficultés que celles rencontrées ces dernières années. En effet la FSU considère que dans le second degré, les conditions de rentrée ne seront pas à la hauteur du signal nécessaire attendu par les personnels et des ambitions que nous portons pour la réussite de tous. En effet, comment améliorer les conditions de travail et d'apprentissage sans moyens supplémentaires ? Sur quels éléments se fonde notre constat :

- les seuils servant de mode de calcul pour l'attribution des moyens restent inchangés à 29 élèves par classe ou à 25 en ZEP. Ces seuils sont identiques depuis 3 années scolaires. Où est le changement ?

- Avec une DGH en baisse de 14h sur un total de 16957H ventilées sur les 27 collèges, soit moins 0.0008%, où est le changement ?

- Malgré une grande stabilité du nombre d'élèves attendus par rapport à la prévision de rentrée 2013, 2 classes seront fermées à la rentrée. En conséquence, si les prévisions se confirment, le E/D sera en très légère augmentation. L'étau ne se desserre donc pas !

En collège, le retour à 27 élèves par classe au maximum (43 ETP) et le passage du taux d'HSA de 6.2 à 5% (20 ETP) nécessiterait l'attribution de 63 ETP pour la rentrée 2014. Si l'on ajoute à ce chiffre, la réouverture des 15 postes supprimés sur 3 ans dans les lycées Audois malgré l'accueil de 324 élèves supplémentaires, c'est bien un plan d'urgence de près de 80 postes que la FSU revendique pour le second degré dans notre département.

Une dotation de 200 postes pour les établissements du 1<sup>er</sup> et second degré, tel est la hauteur du plan de rattrapage à mettre en œuvre dans l'Aude pour relancer le service public d'éducation de façon perceptible par les usagers et les personnels.

Notre département est dos au mur et la gestion comptable, aussi fine soit-elle, est inopérante à répondre aux besoins de l'École. Après tous ces éléments d'analyse, la FSU -organisation syndicale de transformation sociale, force de proposition- ne peut se satisfaire d'en rester là ! Il faut que la situation évolue ! C'est pourquoi nous demandons aux élus siégeant en CDEN ainsi qu'aux députés et sénateurs audois d'interpeller rapidement Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale afin qu'une délégation composée à l'issue de ce CDEN soit reçue en audience pour plaider une rallonge de postes supplémentaires en urgence pour la rentrée et un plan pluriannuel à la hauteur des besoins : c'est une nécessité ! Nous avons déjà demandé cela aux élus du Conseil général jeudi dernier. Nous avons réitéré notre demande mardi par lettre ouverte à M. le Président du Conseil Général de l'Aude. La forte mobilisation des écoles audoises et l'urgence de la situation exigent que la démarche d'audience auprès du Ministre de l'Éducation Nationale se fasse dans le cadre unitaire de toute la communauté éducative rassemblée autour du service Public d'Éducation : parents d'élèves, enseignants et élus ensemble.

Nous nous adressons aujourd'hui à vous M. le Préfet afin que vous appuyiez et fassiez remonter notre demande auprès des plus hautes autorités de l'État. Il en va de l'avenir de l'École, Il en va de la réussite de tous les élèves audois.